



Assistant maître d'ouvrage



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES CONSULTATION 2026DTA0005

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX













---

**CHU de Brest – CH Le Jeune Saint-Renan (29)  
Travaux de reconstruction partielle et réhabilitation de la  
résidence Kernatous CH Le Jeune St Renan**

---

**CHU Brest**  
2 avenue Foch  
29609 BREST CEDEX

## L'ESSENTIEL DU MARCHÉ

	<b>Objet</b>	Reconstruction partielle et réhabilitation de la résidence Kernatous CH Le Jeune St Renan
	<b>Référence de la procédure</b>	2026DTA0005
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots techniques</b>	21
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranche optionnelle
	<b>Clauses sociales</b>	Insertion sociale
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Délai global 25 mois préparation incluse mais hors congés, hors intempéries, hors Garantie de Parfait Achèvement
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Révision
	<b>Avance</b>	Oui sur demande

## SOMMAIRE

1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Allotissement des travaux .....	5
1.3 – Modalités relatives à la présentation des offres .....	6
1.4 - Clauses sociales d’insertion obligatoire – Insertion par l’activité économique .....	7
2 - Pièces contractuelles .....	7
3 - Intervenants.....	7
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	7
3.3 - Contrôle technique .....	8
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
3.5 – Le titulaire du marché .....	8
3.6 – Sous-traitance .....	8
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	10
5 - Durée et délais d'exécution .....	10
5.1 - Délai global d'exécution des prestations.....	10
5.2 - Délai d'exécution .....	10
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	11
6 - Prix .....	11
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	12
6.2 - Modalités de variation des prix .....	12
6.3 - Répartition des dépenses communes .....	13
7 - Garanties Financières .....	14
8 - Avance.....	14
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	14
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	15
9 - Modalités de règlement des comptes .....	15
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	15
9.2 - Base du règlement des comptes .....	15
9.3 - Travaux non prévus.....	15
9.4 - Décompte général et définitif (DGD).....	15
9.5 - Présentation des demandes de paiement.....	16
9.6 - Délai global de paiement .....	16
9.7 - Paiement des cotraitants.....	17
9.8 - Paiement des sous-traitants .....	17
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	17
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	17
10.2 - Implantation des ouvrages .....	17
10.2.1 - Piquetage général .....	17
10.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens .....	18
10.3 - Préparation et coordination des travaux.....	18
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	18
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	20
10.3.3 - Registre de chantier.....	21
10.4 - Etudes d'exécution .....	21
10.5 - Installation et organisation du chantier .....	21
10.5.1 - Installation de chantier .....	21

10.5.2 - Signalisation de chantier.....	21
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	21
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	21
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	22
10.6.3 - Documents à fournir après exécution .....	22
11 - Réception.....	22
11.1 - Réception des travaux .....	22
11.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	22
11.1.2 - Réception partielle.....	23
11.1.3 - Epreuves concluantes .....	23
12 - Garantie des prestations.....	23
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	24
14 - Pénalités.....	24
14.1 - Pénalités de retard.....	24
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	24
14.3 - Autres pénalités spécifiques .....	24
15 - Assurances .....	25
16 - Résiliation du contrat.....	26
16.1 - Conditions de résiliation .....	26
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	26
17 - Règlement des litiges et langues .....	26
18 - Clauses complémentaires .....	26
19 - Dérogations.....	27

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**Des travaux de reconstruction partielle et de réhabilitation de la résidence KERNATOUS du CH Le Jeune à St Renan (29).**

Le CHU de Brest a établi un schéma directeur immobilier de ses activités médico-sociales sur l'ensemble de ses établissements en direction commune, regroupant 1525 lits d'accueil de type EHPAD, USLD, UHR et unités spécifiques.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier Le Jeune de St Renan s'est engagé dans deux opérations distinctes :

- Un projet comprenant l'extension du SSR et des consultations externes en cours
- Un projet concernant le secteur médicosocial de l'hôpital et le transfert de l'addictologie, objet de la présente consultation.

Le site du Centre Hospitalier sur lequel s'inscrit le projet comprend donc trois bâtiments principaux non reliés entre eux :

- Le bâtiment Sanitaire dans lequel se trouve l'entrée générale, les services administratifs, les services de SSR ainsi que les lits de soins palliatifs. Ce bâtiment se trouve à l'Est du site à proximité de l'entrée principale. Une opération d'extension / restructuration est en cours sur ce bâtiment.

- La Résidence LESCAO située à l'ouest du site est un EHPAD qui héberge 92 résidents. Au niveau bas de la résidence se trouvent la cuisine centrale et la blanchisserie.

- La Résidence KERNATOUS située au sud du site est un EHPAD qui héberge 82 résidents.

A proximité mais en dehors de l'enceinte se trouve le bâtiment qui accueille le Centre de Soins en addictologie.

L'objectif du projet consiste à rassembler les deux résidences actuelles – KERNATOUS et LESCAO – afin d'en faire un ensemble homogène.

Un nouveau bâtiment sera créé, implanté entre les résidences KERNATOUS et LESCAO permettant de relier les deux bâtiments et la Résidence KERNATOUS sera restructurée en lien avec le nouveau bâti.

Le secteur du bâtiment KERNATOUS qui ne peut être restructuré en EHPAD du fait de l'impact des contraintes de structure (pavillon Wiesmann) accueillera le service d'addictologie actuellement implanté sur un autre site dans un bâtiment inadapté.

Lieu(x) d'exécution :

CH Le Jeune de Saint-Renan  
17 rue de Brest  
29290 St Renan

## 1.2 - Allotissement des travaux

Les travaux sont répartis en 21 lots techniques :

Lot(s)	Désignation
01	Désamiantage - Démolition
02	VRD - terrassements généraux
03	Aménagements paysagers
04	Gros-œuvre – Terrassements complémentaires
05	Enduits
06	Etanchéité
07	Charpente bois - Bardage
08	Menuiseries extérieures aluminium
09	Menuiseries extérieures PVC
10	Serrurerie
11	Cloison – Doublage - Plafond

12	Faux-plafond
13	Menuiseries intérieures
14	Agencement - Mobilier
15	Agencement - Cuisine
16	Sol souple – Carrelage - Faïence
17	Peinture - Nettoyage
18	Ascenseur
19	Signalétique
20	Plomberie sanitaire – Chauffage – Ventilation – Rafraichissement – Désenfumage et Fluide médicaux
21	Electricité – CFO - CFA

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

### 1.3 – Modalités relatives à la présentation des offres

Dans le cadre de l'opération de reconstruction partielle et de réhabilitation de la résidence Kernatous, le CH Le Jeune distingue 3 catégories d'interventions ayant chacune un régime fiscal propre et des taux de TVA distincts. Ces catégories sont représentées graphiquement sous forme de zonage niveau par niveau dans des plans annexés au présent CCAP.

Pour être conforme, les offres devront respecter cette catégorisation et tous les postes devront être ventilés dans l'une des 3 catégories, y compris les postes divers et/ou généraux.

La catégorisation est la suivante :

<b>Représentation graphique</b>	Zone Bleue	Zone Verte	Zone Orange
<b>Dénomination catégorie</b>	EXTENSION – TRAVAUX NEUF TYPE J	LESCAO+KERNATOUS – TRAVAUX REHABILITATION TYPE J	FUTUR CSA ADDICTOLOGIE – TRAVAUX REHABILITATION TYPE U
<b>Taux de TVA</b>	20%	10% + LASM	20% =LASM

## 1.4 - Clauses sociales d'insertion obligatoire – Insertion par l'activité économique

Le descriptif de l'action d'insertion professionnelle ainsi que ses modalités d'application sont définis dans le cahier des clauses particulières « action d'insertion professionnelle » dénommé CCP Insertion Professionnelle joint au dossier de consultation.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ; **Pour rappel, le devis devra respecter le cadre formel décrit au 1.3, l'ensemble des postes devra être ventilé sur les 3 catégories de travaux**
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'ouvrage fait seule foi en cas de litige,
- La série de plans, schémas et croquis, établis par le maître d'œuvre ou par les bureaux d'études (cf listes fournies en annexe au présent CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP, cf listes fournies en annexe au présent CCAP) et ses annexes ainsi que les diagnostics amiante et radon
- Rapport Initial du Contrôleur Technique (RICT)
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)
- Le calendrier détaillé d'exécution
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Les attendus du Permis de construire
- Etude d'impact
- G2PRO
- Plan de détection et géoréférencement des réseaux
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Le cahier des clauses spéciales (CCS) des documents techniques unifiés (normes NF DTU)

**En cas de contradictions entre les pièces écrites et graphiques de la maîtrise d'œuvre, la solution la plus onéreuse pour le titulaire du marché prévaut.**

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Mission de base + OPC + SSI + ETUDES D'APPRO ENERGIE + DIAG DECHET + DIAG

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**Architecte Mandataire, en charge des missions VISA et DET**

**ENO ARCHITECTES**

42-42 bis Quai de la Douane

29200 Brest

Elle est représentée respectivement par :

- Claire Ducrest, co-gérante
- Xavier Stocq, co-gérant

### **Architecte d'intérieur en charge de la mission suivi d'exécution**

#### **GWEN STUDIO**

10 rue Louis Ogès  
29000 QUIMPER

### **Paysagiste en charge de la mission suivi d'exécution sur les VRD et les aménagements extérieurs**

#### **A3 PAYSAGE**

330 rue Joséphine Pencalet  
29200 BREST

### **Bureau d'étude technique en charge de la mission VISA et DET**

#### **SOBRETEC**

120 rue Rolland Garros  
29490 GUIPAVAS

### **Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

#### **SOBRETEC**

120 rue Rolland Garros  
29490 BREST

### **Acoustique**

#### **ALHYANGE**

14 rue du Rouz  
29200 CONCARNEAU

### **3.3 - Contrôle technique**

Le contrôle technique est assuré par :

#### **SOCOTEC**

ZAC de Kergaradec III  
180 rue de Kerervern

Le contrôleur technique est représenté par : Loig LIDOVE.

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

L+LP+LE+PS+SEI+F+PV+TH+HAND+BRD+HYSA

### **3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

#### **DEKRA INDUSTRIAL**

241 rue du Général Paulet  
29200 BREST

Le coordonnateur est représenté par : Grégory ALLANIC.

### **3.5 – Le titulaire du marché**

Le titulaire du marché est désigné par le terme de titulaire ou entrepreneur dans le présent document.

### **3.6 – Sous-traitance**



Le titulaire peut, sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché public à condition d'avoir obtenu du Maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de ce dernier.

En complément des dispositions du Code de la Commande publique relatives à la sous-traitance, les modalités d'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont fixées à l'article 3.6 du CCAG-Travaux. La sous-traitance de la totalité du marché public est interdite.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le Maître d'ouvrage, est payé directement par ce dernier, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution. En application de l'article R. 2192-22 du Code de la commande publique, le délai global de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct est identique à celui applicable au titulaire.

Les sous-traitants ne peuvent intervenir sur un chantier que sous réserve de leur acceptation préalable, et de l'agrément de leurs conditions de paiement constatés par un acte spécial signé par le sous-traitant, le titulaire et le maître d'ouvrage, conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique.

À cet effet, le titulaire transmet au représentant du maître d'ouvrage un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements assortis le cas échéant des justificatifs nécessaires, mentionnés ci-après.

Le silence du Maître d'ouvrage gardé pendant vingt et un jours (21) à compter de la réception complète des documents et informations mentionnés à l'alinéa précédent vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

### **Sous-traitance directe :**

Le titulaire remet au représentant du Maître d'ouvrage une déclaration (NB : il peut être utilisé à cet effet le formulaire DC4 à jour publié sur le site de la DAJ) indiquant :

- a. La nature des prestations sous-traitées ;
- b. Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c. Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ; Nota important : Comme autorisé par l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux, le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.
- d. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix, ainsi que le compte à créditer pour le paiement direct ;

Le titulaire doit établir en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et R2193-5 à 8 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'acte spécial, les éléments portés aux articles R. 2143-3 à 12 du code de la commande publique et notamment :

- Son numéro SIREN et SIRET, et à l'appui un extrait Kbis de moins de trois mois ou un justificatif d'immatriculation remis par l'INSEE, et le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire, et le cas échéant la preuve qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public,

Si le sous-traitant est étranger, il doit produire un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion de la commande publique.

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre pas dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à 5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique (uniquement s'il n'est pas utilisé le formulaire DC4), .

NB : Si le sous-traitant est concerné par l'un des motifs d'exclusion facultatifs visés aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique, il sera fait application des dispositions de l'article L. 2141-11 du même code avant d'envisager l'agrément du sous-traitant proposé.

- Les attestations d'assurance responsabilité civile professionnelle et responsabilité décennale en cours de validité,
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du sous-traitant et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet des prestations sous-traitées, portant sur les trois derniers exercices,
- Une liste de travaux en rapport avec les prestations qui seront sous-traitées, exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales : attestation URSSAF de moins de 6 mois, attestation de régularité fiscale, et le cas échéant l'attestation de la caisse CIBTP et le certificat de cotisation retraite délivré par l'organisme Pro BTP. (À noter que ces pièces sont à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché)

Le sous-traitant établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement

- Les documents visés aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, notamment en ce qui concerne l'emploi de salariés détachés et de salariés étrangers,
- Le sous-traitant établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement
- Si le sous-traitant doit être inscrit sur un registre professionnel, tout document en justifiant,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant par production des pièces visées aux articles R. 2142-5 à 14 du code de la commande publique. Les capacités exigibles du sous-traitant seront de même nature que celles exigibles du titulaire dans le cadre du règlement de consultation.
- Une copie du contrat le liant au sous-traitant, ainsi que tout avenant à ce contrat le cas échéant,
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

#### **Sous-traitance de second rang :**

La sous-traitance de second rang n'est autorisée qu'à la condition que le sous-traitant de premier rang ait obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant indirect et l'agrément de ses conditions de paiement. Conformément à l'article 3.6.2.2 du CCAG Travaux. A cette fin, le sous-traitant direct transmet au titulaire un acte spécial de sous-traitance comportant l'ensemble des éléments et accompagné des documents exigés pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

En outre, conformément à l'article 3.6.2.4 du CCAG-Travaux, l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant que le Maître d'ouvrage ait accusé réception au titulaire d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L. 2193-14 du Code de la commande publique ou avant la signature par le Maître d'ouvrage de l'acte par lequel le sous-traitant de premier rang donne délégation au Maître d'ouvrage pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier.

Les formalités encadrant la délivrance par le sous-traitant de premier rang d'une caution personnelle et solidaire ou d'une délégation de paiement sont fixées par les articles 3.6.2.5 et 3.6.2.6 du CCAG-Travaux. Les transmissions mentionnées aux alinéas précédents sont effectuées par l'intermédiaire de tous les entrepreneurs principaux successifs éventuels jusqu'au sous-traitant direct concerné.

#### **Dispositions générales :**

À tout moment au cours de l'exécution du marché, le représentant du Maître d'ouvrage peut solliciter du titulaire la communication des justificatifs de la présence d'une entreprise sur le chantier.

## **4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Délai global d'exécution des prestations**

La durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 25 mois hors congés, hors intempérie et hors GPA.

### **5.2 - Délai d'exécution**

Le délai d'exécution propre à chaque lot est de 25 mois hors congés et hors intempérie, hors GPA. Ce délai comprend la période de préparation de 2 mois.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

#### INTEMPERIES REPUTEES PREVISIBLES

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	-2°C	2 heure(s)
Pluie	25mm	2 heure(s)
Vent	65km/h	2 heure(s)
Neige	25mm	2 heure(s)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels se fera depuis la station météorologique Brest-Guipavas.

### 5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution fourni dans le cadre du DCE. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

#### Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du CH de Saint-Renan dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier. Ce calendrier fera l'objet d'une notification par la MOE aux titulaires.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de quatre mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

## 6 - Prix

## 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

## 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés au moment de l'établissement des acomptes par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Libellé du lot	Formules
01	Désamiantage – démolition	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT50 (n) / BT50 (o))$
02	VRD – Terrassements généraux	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP08 (n) / TP08 (o))$
03	Aménagements paysagers	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (EV3 (n) / EV3 (o))$
04	Gros-œuvre + terrassements complémentaires	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT06 (n) / BT06 (o))$
05	Enduits	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT52 (n) / BT52 (o))$
06	Etanchéité	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT53 (n) / BT53 (o))$
07	Charpente bois – bardage	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT16b (n) / BT16b (o))$
08	Menuiseries extérieures alu	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT43 (n) / BT43 (o))$
09	Menuiseries extérieures PVC	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT51 (n) / BT51 (o))$
10	Serrurerie	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT42 (n) / BT42 (o))$
11	Cloison / doublage / plafond	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT08 (n) / BT08 (o))$
12	Faux-plafonds	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT08 (n) / BT08 (o))$
13	Menuiseries intérieures	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT18a (n) / BT18a (o))$
14	Agencement - Mobilier	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT18a (n) / BT18a (o))$
15	Agencement - cuisine	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT18a (n) / BT18a (o))$
16	Sols souples / carrelage / faïence	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.23 BT09 (n) / BT09 (o)) + (0.77 BT10 (n) / BT10 (o))]$
17	Peinture - nettoyage	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT46 (n) / BT46 (o))$
18	Ascenseurs	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT48 (n) / BT48 (o))$
19	Signalétique	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT18a (n) / BT18a (o))$
20	Plomberie sanitaire – Chauffage – Ventilation – Rafraichissement – Désenfumage et Fluide médicaux	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.44 BT38 (n) / BT38 (o)) + (0.46 BT41 (n) / BT41 (o))]$
21	Electricité CFO & CFA	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n) / BT47 (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois « o » est le mois de remise des offres.

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le CH de Saint-Renan procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT50	Index du bâtiment - Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010
02	TP08	Index du bâtiment - Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine - Base 2010
03	EV3	Index divers de la construction – travaux de création d'espaces verts – Base 2010
04	BT06	Index du bâtiment – Ossature, ouvrages en béton armé - Base 2010
05	BT52	Index du bâtiment – Imperméabilité de façades - Base 2010
06	BT53	Index du bâtiment - Étanchéité - Base 2010
07	BT16b	Index du bâtiment - Charpente bois - Base 2010
08	BT43	Index du bâtiment - BT43 - Menuiserie en alliage d'aluminium - Base 2010
09	BT51	Index du bâtiment – BT51 - Menuiserie PVC - Base 2010
10	BT42	Index du bâtiment - Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010
11	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
12	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
13	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure - Base 2010
14	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure - Base 2010
15	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure - Base 2010
16	BT09	Index du bâtiment - Carrelage et revêtement céramique - Base 2010
16	BT10	Index du bâtiment - Revêtements en plastiques - Base 2010
17	BT46	Index du bâtiment - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010
18	BT18a	Index du bâtiment - Ascenseurs - Base 2010
19	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
20	BT38	Index du bâtiment - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010
20	BT41	Index du bâtiment - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
21	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010

Les révisions de prix doivent être arrondies au millième supérieur.

#### **Révision provisoire :**

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

### **6.3 - Répartition des dépenses communes**

Les dépenses d'investissement et d'entretien du chantier sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par le titulaire concerné qui en supporte seul les frais. Cette répartition est définie au Cahier Technique des Clauses Communes et au présent CCAP.

Les dépenses sur compte prorata, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires, font l'objet de la répartition forfaitaire suivante :

Libellé
Chauffage du chantier
Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone
Frais de nettoyage, réparation et remplacement des fournitures et matériels détériorés ou détournés, lorsque l'auteur des dégradations et des détournements est inconnu ou lorsque la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers
Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal soit le lot 4 - Gros-œuvre – Terrassement complémentaire) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

## 7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## 8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A de l'article 10.1 du CCAG - Travaux.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance peut aller jusqu'à 20,00 % du montant initial, toutes taxes comprises du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance pourrait être égale à 20,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 60,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

# **9 - Modalités de règlement des comptes**

## **9.1 - Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les acomptes seront versés mensuellement. Un modèle de certificat de paiement sera imposé aux entreprises.

Le calcul de la révision de prix des acomptes mensuels sera réalisé par le MOE, conformément à l'article 6.2 - Modalités de variation des prix

## **9.2 - Base du règlement des comptes**

Les situations mensuelles seront établies à partir de l'avancement réel des travaux en fin de mois.

## **9.3 - Travaux non prévus**

Ces travaux ne peuvent donner lieu à une rémunération supplémentaire que si leur exécution a été prescrite par ordre de service signé du maître d'ouvrage ou si ces travaux ont fait l'objet d'un avenant.

## **9.4 - Décompte général et définitif (DGD)**

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire ne pourra adresser son projet de décompte final au maître d'œuvre qu'après notification par le CH de Saint-Renan de sa décision de levée de la dernière réserve.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, l'entreprise devra transmettre son projet de décompte final dans le délai de 45 jours maximum à compter de la notification du PV de levée de la dernière réserve. A l'issue de ce délai, le décompte final sera établi par le maître d'œuvre aux risques de l'entreprise sans qu'il soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-travaux, le CH de Saint-Renan notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des trois dates ci-après :

- quarante jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du projet de décompte final transmis par le titulaire
- quarante jours à compter de la réception par le CH de Saint-Renan du projet de décompte final transmis par le titulaire
- douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-travaux, si le CH de Saint-Renan ne notifie pas au titulaire, dans les délais impartis ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le CH de Saint-Renan, dans un délai de

quarante-cinq jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Par dérogation à l'article 12.4.3, le délai d'envoi au CH de Saint-Renan, avec copie au maître d'œuvre, par le titulaire du décompte général revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou les motifs pour lesquels il refuse de signer, est de quarante-cinq jours.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché. La date de sa notification au CH de Saint-Renan constitue le départ du délai de paiement. Ce décompte lie définitivement les parties.

Par dérogation à l'article 55.1.1 du CCAG Travaux, en cas de réclamation du titulaire portant sur le décompte général du marché, le délai de transmission du mémoire en réclamation du candidat est de 45 jours à compter de la notification du décompte général par le CH de Saint-Renan.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG Travaux, le délai de notification au titulaire de la décision du CH de Saint-Renan est de 45 jours à compter de la réception du mémoire en réclamation.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le CH de Saint-Renan notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le CH de Saint-Renan notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le CH de Saint-Renan notifie au titulaire le décompte général douze jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde.

## 9.5 - Présentation des demandes de paiement

-L'identification de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;

**SIRET du maître d'ouvrage – CH de Saint-Renan : 262 900 111 00028**

**SIRET du maître d'œuvre – ENO Architectes : 501 325 948 00039**

-Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues est : **9100**

Le service est : **ECONOMAT**

-Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire ; le numéro d'engagement correspond au n° de bon de commande, ou en l'absence de bon de commande au numéro de marché.

-Les modalités de dépôt des factures sur Chorus Pro sont les suivantes :

Factures à déposer dans « Factures de travaux »

Cadre de facturation : « **A4 – Projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur** »

-Les modalités de dépôt des DGD sur Chorus Pro sont les suivantes :

Situation finale + DGD à déposer ensemble

Cadre de facturation : « **A7 – Dépôt du décompte final** »

## 9.6 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par la maîtrise d'œuvre.



En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.7 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### **9.8 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire, libellée au nom du CH de Saint-Renan, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur ou par envoi dématérialisé (courriel), conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### **10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition : ..... pendant le délai de .... ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes : ..... "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

### **10.2 - Implantation des ouvrages**

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire du lot n°04 - Gros-œuvre – Terrassements complémentaires. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

#### **10.2.1 - Piquetage général**

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué conformément au cahier technique des clauses communes.

### **10.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours calendaires avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

## **10.3 - Préparation et coordination des travaux**

### **10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 2 mois à compter de l'émission de l'ordre de service de démarrage émis par le maître d'œuvre.

De manière non exhaustive ci-dessous les éléments à fournir lors de cette phase :

#### **■ Par les soins du Maître de l'Ouvrage**

- Mise à disposition des terrains, des bâtiments et des réseaux publics neutralisés.
- Remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier.

#### **■ Par les soins du maître d'œuvre**

- Le Maître d'œuvre indiquera au coordonnateur OPC ses besoins qui fixera les dates de production des réservations, plans d'exécution, fiches navettes produits, échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément... Liste non exhaustive.

#### **■ Par les soins du coordonnateur OPC :**

- Établissement du calendrier d'exécution des travaux.
- Établissement de la liste des documents à transmettre et calendrier de diffusion.
- Constitution des Collèges Interentreprises et membres du comité compte prorata).

#### **■ Par les soins du contrôleur technique :**

- Le contrôleur technique indiquera au coordonnateur OPC ses besoins : ce dernier fixera les dates de production des échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément, en coordination avec les besoins du maître d'œuvre.

#### **■ Par les soins du coordonnateur SPS :**

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret no 94 -1159 du 26.12.94.
- Constitution du Collège Interentreprises Sécurité de Santé et des Conditions de Travail, 21 jours avant le début des travaux.
- Une inspection commune en présence du coordonnateur SPS, préalables à toutes interventions sur l'opération.

#### **■ Par les soins du titulaire du lot GROS OEUVRE :**

- Établissement du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus au 1er et 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 28-2 du CCAG travaux.

#### **■ Par les soins des titulaires de l'ensemble des lots :**

- Établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution y compris pour les produits manufacturés, prédalles, fabrications industrielles..., les notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, des réservations, fiches navettes produit, échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément ... Liste non exhaustive.
- Établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.94 après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants).
- Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation et/ou 30 jours avant le début des travaux. L'absence de remise au coordonnateur ou au Maître d'Ouvrage du Plan Particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du coordonnateur et du maître d'œuvre.
- Exécution des voies et réseaux divers, conformément aux dispositions de la section 7 du décret n° 94-1159 du 26.12.94 relatif à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers.
- Établissement et remise au coordonnateur OPC de la liste nominative des personnels de chantier ;
- Les autres documents prévus aux dispositions générales du CCTP seront fournis, non pas au cours de la période de préparation, mais à des dates qui seront précisées, en cours d'exécution, par ordres de service ou suivant indications des compte rendus de chantier établis par le maître d'œuvre ;
- Remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des acomptes mensuels ;
- Établissement de la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) et expédition dix jours au moins, jours fériés non compris, avant la date de début des travaux aux organismes concernés, en application du décret du 14 octobre 1991 ;
- Établissement et présentation si le maître d'œuvre en fait la demande, en prix unitaires, du devis, dans les conditions de l'article 10.3.2 du CCAG travaux, mais sans indication des pourcentages mentionnés à l'article 10.3.3 dudit CCAG (cette décomposition ne devra pas modifier les montants partiels figurant à la décomposition fournie avec l'acte d'engagement). La fourniture de ce document est à la charge de l'entreprise dont le coût est inclus dans le montant de l'offre ;

## Rendez-vous de chantier - Compte-rendu de chantier

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entrepreneur et donner les ordres nécessaires, séance tenante, au personnel sur le chantier.

Toute observation sur un compte-rendu doit être faite lors du rendez-vous de chantier qui suit la diffusion de celui-ci. Tout entrepreneur non convoqué lors de ce rendez-vous, qui ne formulerait aucune observation, soit par lettre recommandée, soit en venant sans convocation au rendez-vous suivant, est réputé accepter intégralement le compte-rendu précédent.

L'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

## Présentation des échantillons et témoin

L'entrepreneur est tenu de fournir **tous les échantillons conformes au marché** qui lui sont demandés en vue des essais imposés dans chaque cas particulier par le marché.

La fourniture de tous les échantillons qui lui sont demandés en vue d'essais prévus au marché ainsi que les frais de ces essais sont à la charge de l'entrepreneur.

De plus, l'entrepreneur est tenu de fournir à la demande tous les échantillons d'appareillages et les prototypes qui lui seraient demandés par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur peut proposer de mettre en œuvre un matériel ou un matériau équivalent ou similaire à celui décrit.

Toutefois il est précisé :

- Que toute prestation proposée doit être techniquement égale ou supérieure à celle spécifiée.
- Que les maîtres d'œuvre et d'ouvrage se réservent le droit d'imposer la prestation décrite si celle proposée ne les satisfait pas. L'entrepreneur s'interdit toute réclamation à ce sujet.

## Témoins

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Travaux sont seules applicables.

Il sera prévu 1 local témoin :

- 1 chambre (têtes de lits adossés à la cloison séparative)

Chaque témoin sera réalisé physiquement dans son emplacement définitif (pas de présentation de témoin en réalité virtuelle possible). Les localisations seront à confirmer par le maître d'œuvre au cours de la période de préparation.

Les prestations réalisées le seront dans une configuration définitive.

La validation des échantillons devra être anticipée dans des délais compatibles avec la réalisation des ouvrages témoins.

Toutes les entreprises devront satisfaire à leurs obligations, en vue de la réalisation des locaux témoins, des prototypes et des premiers de série, à la date indiquée au planning prévisionnel joint au Dossier de Consultations des Entreprises. Cette date sera précisée dans le planning détaillé établi en début de chantier par l'OPC et notifié aux entreprises.

Chaque titulaire est tenu d'intervenir même si la réalisation de ces locaux témoins ne coïncide pas avec son intervention pour la réalisation de ces travaux.

Chaque titulaire est tenue de faire toutes les démarches nécessaires afin d'obtenir l'ensemble des matériaux et matériels indispensables à la complète exécution de ces locaux témoins (chambre, salle de soins), sous peine d'application des pénalités de retard indiquées à l'article 14.1 - Pénalités de retard du présent CCAP.

## Réception des supports

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états de surface, arases, etc. des différents ouvrages.

Lorsque ces ouvrages constituent le support d'une prestation d'une autre entreprise, cette dernière doit en assurer la réception. L'exécution des travaux implique l'acceptation des supports.

### 10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **10.3.3 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## **10.4 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours calendaires après leur réception.

Dans le cadre de la loi du 04/01/1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance construction, tous les plans d'exécution et notes de calcul doivent être visés par le contrôleur technique : celui-ci donnera son avis dans un délai de 15 jours. Les avis ou prescriptions du contrôleur technique doivent immédiatement être pris en compte par le titulaire dès lors qu'ils relèvent de dispositions opposables à celui-ci

## **10.5 - Installation et organisation du chantier**

### **10.5.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **10.5.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **10.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation

en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **10.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

Les plans et autres documents à remettre par le titulaire du marché au Maître de l'ouvrage conformément à l'article 40 du CCAG Travaux sont présentés sous la forme suivante :

- trois exemplaires papier,
- trois clés USB, avec des fichiers format DWG et pdf.
- Dépôt sur une plateforme dématérialisée, avec arborescence définie par le Maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, avec des fichiers format DWG et pdf.

Les titulaires doivent également remettre une notice d'utilisation et d'entretien, notamment sous la forme de tableaux, destinée au personnel d'exploitation et d'entretien.

Cette notice précise :

- le fonctionnement du matériel, avec un synoptique si besoin ;
- le traitement des alarmes et les procédures d'arrêt d'urgence, ainsi que les consignes de remise en route ;
- le programme d'entretien, avec la liste des tâches à effectuer et les consignes particulières quant au matériel à utiliser et aux produits à employer, ceci de façon journalière, hebdomadaire, mensuelle et annuelle.

Les titulaires remettent de plus un document complet permettant au Maître d'ouvrage de réaliser toutes les opérations de maintenance des ouvrages.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, et conformément à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, une retenue égale à 2,5 % du montant du marché HT, y compris avenant(s) éventuel(s), est prélevée. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

## **11 - Réception**

### **11.1 - Réception des travaux**

#### **11.1.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 41.1. du CCAG travaux, le titulaire est dispensé d'aviser, à la fois, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront. La date à laquelle les travaux ont été achevés ou le seront est celle mentionnée au calendrier détaillé d'exécution tenu à jour par le MOE.

Par dérogation à l'article 41.1. du CCAG travaux, le maître d'œuvre procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de trente jours à compter de la date à laquelle les travaux ont été achevés, mentionnée au calendrier détaillé d'exécution tenu à jour par le MOE.

### **11.1.2 - Réception partielle**

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

Réception Phase 1 – Extension ;  
Réception Phase 2 – Réhabilitation Kernatous  
Réception phase 3 – Réhabilitation futur CSA

A l'issue de la période de préparation de chantier, des réceptions partielles supplémentaires pourront être prévues et celles existantes pourraient être amendées.

### **11.1.3 - Epreuves concluantes**

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges et des réserves éventuelles de la commission de la sécurité.

## **INTERVENTION DE PRESTATAIRES MANDATES DIRECTEMENT PAR LE MOA**

Dans le cadre de l'opération, le Maître d'ouvrage pourra faire intervenir des entreprises tierces pour mettre en place des équipements nécessaires à la bonne fin des travaux. L'intervention de ces entreprises tierces font partie des conditions d'exécution des marchés de travaux et ne pourront faire l'objet d'une réclamation financière et de délais complémentaires au profit des titulaires de ces marchés.

Ces entreprises tierces pourront intervenir sur le chantier et dans les locaux concernés sans mise à disposition partielle.

Les données d'entrées complémentaires nécessaires à l'intégration des équipements du Maître d'Ouvrage dans les études de synthèse et d'exécution seront transmises selon une date à préciser. À défaut de transmission de donnée d'entrée complémentaire, les hypothèses des marchés de travaux devront être prises en compte.

Pour la mise en place de ces équipements, les entreprises tierces devront intervenir, entre autres, avant la fermeture des faux plafond et/ou des murs fusibles. Ainsi, dans le cadre de la mise au point du calendrier des études et des travaux, tous les lots devront intégrer les dates d'intervention de ces entreprises tierces, ainsi que les conséquences de leurs durées d'intervention sur l'ordonnancement de leurs prestations.

Lors de la mise en place de ces équipements sur le chantier, le titulaire du lot 04 Gros-œuvre – Terrassements complémentaires devra prendre en compte les besoins d'accès, de manutention et d'acheminement des équipements. Les accès devront être dégagés, et les plateformes nécessaires à la manutention réalisées. Le personnel de ces entreprises tierces utilisera les installations générales de chantier mises en œuvre par le lot 04 Gros-œuvre – Terrassements complémentaires.

Les conditions d'intervention de ces entreprises seront encadrées par le coordinateur SPS.

## **12 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux.

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG Travaux, il est précisé que les travaux effectués au titre de la garantie de parfait achèvement sont eux-mêmes garantis un an à compter de la date de leur achèvement.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

## **PROLONGATION DELAI DE GARANTIE**

Si, à l'expiration du délai de garantie, l'entreprise n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article précédent, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations que ceux-ci soient assurés par l'entreprise ou qu'ils le soient d'office et à ses frais.

## 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 14 - Pénalités

### 14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/2000 du montant HT du marché sans pouvoir être inférieur à 300€ HT /jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire et elles seront appliquées de facto en retenue provisoire sur les situations mensuelles.

L'ensemble des retenues provisoires est applicable de plein droit, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure au titulaire du marché ou au mandataire dans le cas d'un groupement solidaire. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de diminuer ou cumuler les retenues sur proposition de la maîtrise d'œuvre, de l'OPC ou du Coordinateur SPS.

Ces retenues seront annulées ou remplacées par les pénalités définitives.

### 14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le CH de Saint-Renan applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 14.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans la remise des documents pendant la phase préparatoire	Journalière	300,00 €	
Retard dans la remise des documents pendant l'exécution	Journalière	300,00 €	Par document de retard
Retard dans la livraison de la(des) pièce(s) témoin ou du (des) prototype(s)	Journalière	200,00 €	Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, en cas de dépassement du délai porté sur le calendrier d'exécution diffusé en début de chantier pour la livraison des pièces témoins/prototypes
Absence en réunion de chantier suite convocation	Forfaitaire	300,00 €	
Absence aux réunions de chantier, réunions de synthèse, aux visites d'inspection communes, d'un représentant mandaté et qualifié pour	Forfaitaire	150,00 €	(Montant par représentant d'entreprise absent).



engager sa responsabilité et convoqué à ladite réunion Tout retard de plus d'1 heure en réunion de chantier sera considéré comme une absence.			
Absence aux réunions CISSCT	Forfaitaire	100,00 €	
Nettoyage locaux de la base vie	Forfaitaire	500,00 €	
Retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier et des accès et voiries	Journalière	500,00 €	
Non-respect des obligations relevant de la démarche environnementale	Forfaitaire	500,00 €	- Présence de déchets dans une benne non appropriée - Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets - non-respect des exigences de la charte à faibles nuisances
Matériel non conforme aux exigences acoustiques, nuisances sonores	Forfaitaire	250,00 €	(ex : radio de chantier)
Non-respect des dispositions et demandes du CSPS	Journalière	300,00 €	Sans mise en demeure préalable
Non-respect port du badge ou tenue de l'entreprise	Forfaitaire	150,00 €	
Retard dans la levée des réserves à réception (suivant rapport OPR ou proposition du MOE ou décision du MOA)	Journalière	300,00 €	En fonction du délai indiqué sur le PV en dérogation au CCAG travaux.
Retard dans la remise des DOE	Journalière	200,00 €	
Retard dans la remise du projet de décompte final	Journalière	200,00 €	<i>Le Titulaire notifie son projet de décompte final, simultanément au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la décision du CH Le Jeune de la levée de la dernière réserve.</i>

## 15 - Assurances

Par dérogation à l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans en amont de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

En cas d'absence ou insuffisance de garantie du titulaire, le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence ou insuffisance de garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Il est précisé ici à toutes fins utiles que le CCRD garantira aussi les sous-traitants de tous rangs avec une clause de renonciation à recours de l'assureur CCRD à leur égard.

Les constructeurs traitant avec le Maître d'ouvrage, s'engage à adhérer à la police ainsi souscrite par le Maître d'ouvrage auquel ils donnent mandat, pour négocier les clauses et souscrire pour leur compte, conformément à l'article L. 112-1 du Code des assurances. Ce mandat est irrévocable et est donné pour l'intérêt commun des parties concernées.

## **16 - Résiliation du contrat**

### **16.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.3 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le CH de Saint-Renan formalisée par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Conformément à l'article 52.2 du CCAG-Travaux, le CH de Saint-Renan et le pouvoir adjudicateur se réservent la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur et au CH de Saint-Renan par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le CH de Saint-Renan ou le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **18 - Clauses complémentaires**

### **Clauses de réexamen :**

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

### **- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Restructuration universelle de patrimoine (fusion, scission, apport partiel d'actif),
- Cession de fonds de commerce ou de branche d'activité ;
- Décès ou incapacité civile, - ~~Difficultés techniques ou financières avérées menaçant la bonne exécution du marché.~~

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché. Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement-
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés. Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
  - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement-
  - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

### **Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution**

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

## **19 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.4 du CCAP déroge aux articles 12.3.2, 12.4.2, 12.4.3, 12.4.4, 12.4.3, 55.1.1 et 55.1.2 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 44.1 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge aux articles 19.2.1 et 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 14.3 du CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG - Travaux